

Rapport de contrôle de l'inspection des installations classées		
Référence : 20220124-RAP-63-0078-Veolia Onyx ARA_Vs.odt		
Nom et adresse de l'établissement contrôlé		Code DREAL
Société <b>ONYX ARA</b> <b>Rue François Arago</b> <b>63360 Gerzat</b>  SIRET : 30259089800490		S3IC 0056-00360 Priorité DREAL <input type="checkbox"/> PN <input type="checkbox"/> AE <input type="checkbox"/> SP <input type="checkbox"/> Autre Régime <input type="checkbox"/> A <input type="checkbox"/> E <input type="checkbox"/> D <input type="checkbox"/> NC SEVESO / IED <input type="checkbox"/> HAUT <input type="checkbox"/> BAS / <input type="checkbox"/> IED
Activité principale : Installation de transit et regroupement de déchets dangereux		
Date du contrôle : 20/01/2021		(Date de la précédente visite : 26/01/2021)
Inspecteur(s) :		
Type de contrôle		
<input type="checkbox"/> Inspection annoncée <input type="checkbox"/> Inspection inopinée		<input type="checkbox"/> Inspection planifiée <input type="checkbox"/> Inspection circonstancielle
Circonstances du contrôle		
<input type="checkbox"/> Plan de contrôle de la DREAL <input type="checkbox"/> Incident/Accident :		<input type="checkbox"/> Plainte <input type="checkbox"/> Autre :
Thème(s) du contrôle	<input type="checkbox"/> Eau <input type="checkbox"/> Air <input type="checkbox"/> Déchets <input type="checkbox"/> REACH <input type="checkbox"/> RSDE	<input type="checkbox"/> Contrôles réglementaire <input type="checkbox"/> SGS <input type="checkbox"/> Vieillessement <input type="checkbox"/> Cessation, sols pollués, etc  <i>Action nationale :</i> <input type="checkbox"/> Centre de tri <input type="checkbox"/> Sécheresse <input type="checkbox"/> Rétentions <input type="checkbox"/> Perte d'utilités <input type="checkbox"/> Méthaniseurs <input type="checkbox"/> Fluide frigorigène
Principale(s) installation(s) contrôlée(s)		
<ul style="list-style-type: none"> <li>Installation de transit et regroupement de déchets non dangereux -2718</li> </ul>		
Référentiel(s) du contrôle		
<ul style="list-style-type: none"> <li>suites de l'incendie du 11 août 2020</li> <li>le respect des prescriptions de l'Arrêté préfectoral du 11 janvier 2013</li> </ul>		
Personne(s) rencontrée(s) et fonction(s)		
Nom	Société	Qualité
Copies	<input type="checkbox"/> Exploitant DREAL : <input type="checkbox"/> Chrono <input type="checkbox"/> PRICAE <input type="checkbox"/> Cellule DIASSP <input type="checkbox"/> Autre :	

## I – Synthèse de la visite et des constatations

### I.1 – Périmètre inspecté

Cette visite d'inspection a été programmée conformément au plan de contrôle annuel de la DREAL. Les thématiques de cette inspection retenues lors de la préparation et annoncées à l'exploitant par mail correspondaient au périmètre suivant avec les différentes rubriques :

- *contrôle du stock de déchets présents sur le site*
- *les travaux de reconstruction du bâtiment B (suites incendie août 2020)*
- *les contrôles réglementaires*
- *l'aménagement du site avec un focus sur les conditions de stockage*

### I.2 – Réaménagement et évolution du site

A ce jour, aucune modification n'est prévue. Les travaux de remise en état du bâtiment B sont toujours en cours.

### I.3 – Constats effectués

Les constats effectués lors de l'inspection sont présentés par thème dans la fiche en annexe 1 du présent rapport. Pour chaque prescription concernée, le tableau rappelle son libellé, la référence réglementaire, synthétise les déclarations de l'exploitant, indique les documents consultés, les constats effectués sur site et précise le cas échéant l'écart constaté et/ou les observations formulées pour améliorer la prise en compte de l'environnement et de la sécurité.

## II – Proposition de suites en fonction des enjeux et des engagements de l'exploitant

Concernant le résultat de la visite, l'exploitant devra communiquer un porter à connaissance sur la fin des travaux de remise en état du bâtiment B. Les points vérifiés et constats sont récapitulés dans la fiche en annexe 1 du présent rapport.

<b>Inspecteur</b> Le 28 janvier 2022 L'inspecteur de l'Environnement, spécialité installations classées	<b>Vérificateur</b> Le 28 janvier 2022 L'inspecteur de l'Environnement, spécialité installations classées	<b>Approbateur</b> Le 28 janvier 2022 Le Coordonnateur de l'équipe territoriale et spécialisée DIASSP
Signé	Signé	Signé

## Annexe 1 – Fiche de constats<sup>1</sup>

Constat N°1 : Activité annuelle			
<p>Référence réglementaire : ARRÊTÉ du 11/01/2013 - Article 1.3.1 et Article 1.3.4.1 Activité annuelle maximale.</p> <p><u>Constat</u> : Le volume annuel d'activité est inférieur aux limites fixées par l'arrêté préfectoral. Sur l'année 2021, selon l'exploitant le site inspecté a connu une baisse d'activité de l'ordre de 10 %.</p> <p>En séance l'exploitant a présenté un état du stock des produits ou substances présents sur le site.</p>			
Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	Article 1.3.4.1 de l'arrêté du 11/01/2013		

  

Constat N°2 : refus de déchets			
<p>Référence réglementaire : ARRÊTÉ du 11/01/2013 - Article 2.1.3 Procédure pour les déchets refusés</p> <p><u>Constat</u> : Sur l'année 2021, aucun lot ou déchet n'a été refusé.</p>			
Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	Article 2.1.3 de l'arrêté du 11/01/2013	<i>Sans objet</i>	

  

Constat N°3 débourbeur-déshuileur			
<p>Référence réglementaire : ARRÊTÉ du 11/01/2013 - Article 4.3.4 Curage et nettoyage débourbeur-déshuileur à fréquence semestrielle.</p> <p><u>Constat</u> : Le débourbeur-déshuileur a été nettoyé le 14 octobre 2021 par la société SARP.</p>			
Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	Article 4.3.4 de l'arrêté du 11/01/2013	<i>Sans objet</i>	

<sup>1</sup> L'exploitant peut demander cette annexe en format modifiable afin d'y mentionner les suites apportées aux non-conformités relevées.

**Constat N°54 installations électriques**

Référence réglementaire :

ARRÊTÉ du 11/01/2013

Article 7.2.5

Contrôle des installations électriques

Constat : Dernier contrôle du 26 et 27/08/2021 par DEKRA

L'exploitant a levé les observations en faisant intervenir un électricien (AURELEC).

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	Article 7.2.5 de l'arrêté du 11/01/2013	<i>Sans objet</i>	

**Constat N°65 Volet Amiante**

Référence réglementaire :

ARRÊTÉ du 11/01/2013 – Article 1.3.1

Les quantités autorisées d'amiante sur site :

10 tonnes pour l'amiante liée et 5 tonnes pour l'amiante friable.

L'exploitant a mis en place une organisation interne pour limiter le stock d'amiante sur site (marquage du périmètre où sont stockés les bigbags d'amiante qui correspondent au volume de chargement d'un camion).

Ce dispositif visuel au sol complète la gestion analytique du stock de déchets amiantés.

Constat : Le jour de l'inspection, le stock d'amiante lié et friable est stocké dans la zone prévue à cet effet, en respectant les prescriptions de conditionnement. La zone est bien identifiée et délimitée par une signalétique adaptée (panneaux, marquage au sol et délimitation par une chaîne). Les deux filières exutoires sont l'entreprise « Auvergne Collinet » et l'ISDND de Saint-Sauves.

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	Article 1.3.1 de l'arrêté du 11/01/2013	<i>Sans objet</i>	

**Constat N°6 – étiquetage produits dangereux**

Référence réglementaire :

ARRÊTÉ du 11/01/2013 - Article 7.4.2

Étiquetage des substances et préparations dangereuses :

- L'exploitant conserve les documents lui permettant de connaître la nature, les dangers et les risques que présentent les produits et déchets dangereux ou les déchets contenant des substances et préparations

dangereuses mentionnées à l'article R.511-10 du code de l'environnement, présents dans l'installation, en particulier pour les déchets dangereux, les fiches d'identification des déchets ;

- Le nom des produits ou le libellé et le code des déchets au regard de l'annexe II de l'article R.541-8 du code de l'environnement ;
- Les symboles de danger conformément à la réglementation en vigueur.

Constat : L'étiquetage demandé est conforme sur les déchets contrôlés le jour de l'inspection.

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	Article 7.4.2 de l'arrêté du 11/01/2013	<i>Sans objet</i>	

### Constat N°7 sécurité incendie et contrôles périodiques

Référence réglementaire :

ARRÊTÉ du 11/01/2013 - Article 7.5.2

Entretien des moyens d'intervention :

Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'Inspection des Installations Classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'Inspection des Installations Classées.

Constat :

- contrôles extincteurs : 01/10/2021 par la société Desautel
- trappes de désenfumage : 01/10/2021
- poteau incendie : 20/04/2021 par Desautel

Exercice avec le SDIS 63 ; dernier exercice réalisé en décembre 2021 :

- renversement d'une cuve de liquides dangereux
- fuite d'une cuve

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	Article 7.5.2 de l'arrêté du 11/01/2013	<i>Sans objet</i>	

### Constat N°8

Référence réglementaire : ARRÊTÉ du 11/01/2013 - Article 7.3.2.6

Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 7.1.2 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection d'incendie. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de

détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Les systèmes d'extinction automatique d'incendie sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.

Constat : le dernier contrôle de la centrale d'alarme date de 04/11/2021 (Siemens)

Il existe plusieurs types de détecteurs en fonction de la nature des déchets ( fumée, flamme ou gaz).

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	Article 7.3.2.6	Sans objet	

#### Constat N°9: retour sur l'incendie du 11 août 2020 et remise en état du bâtiment B sinistré

Référence réglementaire : remise en conformité du bâtiment B suite à l'incendie

Constat : Le jour de l'inspection, les travaux de remise en état du bâtiment B sont en cours. Le bâtiment est clos couvert (charpente métallique refaite, toiture, bardage, mur sinistré refait). Le gros œuvre est terminé. Il reste à refaire l'électricité et mettre tous les équipements ou dispositifs de sécurité.

La date prévisionnelle de réception est prévu fin du premier semestre 2022 (4 mois).

Le jour de l'inspection, aucun produit n'est stocké dans le bâtiment B.

**Les services de l'inspection demandent de transmettre un porter à connaissance sur la fin des travaux de remise en état du bâtiment concerné, avec un focus sur les dispositifs de sécurité incendie.**

L'exploitant informe que le site va être équipé de caméras de surveillance.

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	Remise en état du bâtiment B		Transmettre un PAC sur les travaux de remise en état du bâtiment B suite à l'incendie du 11 août 2020.

#### Constat N°10 :

Référence réglementaire : ARRÊTÉ du 11/01/2013 - Article 7.7.1

Dispositif de détection de radioactivité :

Le dispositif de détection des matières susceptibles d'être à l'origine de rayonnements ionisants est étalonné au moins une fois par an par un organisme dûment habilité. L'étalonnage est précédé d'une mesure du bruit de fond ambiant.

L'exploitant tient à la disposition de l'Inspection des Installations Classées les documents nécessaires à la traçabilité des opérations de contrôle, de maintenance et d'étalonnage réalisés sur le dispositif de détection des matières susceptibles d'être à l'origine de rayonnements ionisants.

A l'entrée et à la sortie du site, les chargements font l'objet d'un contrôle de non-radioactivité.

Constat : contrôle le 05/05/2021 par l'entreprise @m2c - RAS

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	Article 7.7.1 de l'arrêté du 11/01/2013	Sans objet	

#### Constat N°11

Référence réglementaire :

ARRÊTÉ du 11/01/2013 - Article 8.3.2

L'exploitant adresse à l'Inspection des Installations Classées, au cours du premier trimestre de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente et indiquant :

- la consommation annuelle en eau,
- le bilan annuel des rejets
- le bilan des déchets entrants et sortants, ainsi que le registre des refus
- un bilan annuel précisant les taux et les modalités de valorisation effectué par types de déchets

.....

Constat : Le bilan est en cours d'élaboration, sa diffusion est prévue (un exemplaire pour les services de l'inspection)

Conclusion	Référence réglementaire	Délai ou calendrier	Pour les NC, preuve de la remise en conformité (à apporter par l'exploitant avant l'échéance du délai)
<input type="checkbox"/> Pas d'observation <input type="checkbox"/> Observation <input type="checkbox"/> Non conformité <input type="checkbox"/> Proposition de mise en demeure	Article 8.3.2 de l'arrêté du 11/01/2013	Sans objet	